

Référendum 29 mai

Dire NON

c'est être européen !

L'offensive étatique des tenants du oui, couvre aujourd'hui presque 100 % de la couverture médiatique. Nous assistons à une véritable confiscation du débat démocratique.

Mensonge encore sur l'isolement de la France, alors que dans plusieurs pays d'Europe, Allemagne, Pologne, Hollande des voix d'hommes politiques, de syndicats, de listes, d'associations, s'élèvent pour le NON.



Gilbert Louvet
comité départemental
PCF76

Jacques Chirac qui, depuis l'Élysée, donne le ton, est rentré en plein dans cette campagne d'état.

Les partisans du NON ne seraient pas Européens? Quel mépris des Françaises et des Français. Mieux cette constitution serait à la fois la fille de 1989 et de 1789. Reprendre les idéaux de la Révolution française pour encenser le libéralisme; prendre en exemple la chute du mur de Berlin, pour prôner l'édification d'un autre mur celui de l'argent roi, on croit rêver! Si ce n'était le président de la République lui-même qui tient ces propos, on pourrait penser à une farce de mauvais goût.

Quand l'alchimiste Chirac affirme que la constitution allie l'exigence d'un grand marché et l'exigence d'une harmonisation sociale par le haut, les salariés qui se sont vus proposer 110 euros pour aller en Roumanie ont pu apprécier. C'est le cas également de ceux qui, en Seine-Maritime, sont menacés dans leur emploi, de délocalisation, de perte de leur statut portuaire, etc.... Il en est de même des services publics au coeur du projet européen, des aides de l'état etc ...là aussi les postiers, cheminots, électriciens, gaziers, les usagers apprécieront.

Le chef de l'état a confirmé pour ceux qui en doutaient encore, qu'il est complètement déconnecté de la réalité, de la vie, de la situation sociale de notre pays et de ses concitoyens

Face à ces mensonges, à cette déferlante de propagande partisane : distribution de texte dans les lycées, 14000 affiches sur les panneaux publicitaires, confiscation des médias, 400 millions d'euros débloqués pour endiguer la progression du NON, nous devons mener la contre-offensive, concentrer tous nos efforts pour rétablir la vérité.

La diversité qui porte le NON de gauche est un atout, dans les quartiers, les cités les entreprises nous pouvons démultiplier nos forces pour convaincre du caractère libéral de cette constitution contraignant et dévastatrice, et qu'une victoire du oui serait une victoire de la droite, de Chirac de Raffarin et de Seillière, un mauvais coup porté aux luttes sociales.

Rien n'est joué. Ni les mensonges, ni la propagande éhontée, ne peuvent s'opposer à cette volonté populaire qu'une autre vie est possible en France comme en Europe. Toutes celles et tous ceux qui aspirent ont un moyen formidable, sans précédent, pour construire ensemble un autre avenir : **c'est le NON porteur d'espoir.**

mai 2005

no 7

projets

analyse

émarche

initiatives

communistes

Seine-Maritime

lettre
information
communistes
la Seine-Maritime
éditée par
fédération
Parti
communiste
français

Parti communiste français

À la reconquête de la citoyenneté Pour construire l'Europe

meeting régional le 16 mai



Lundi 16 mai 19h30
parc Expo de Rouen
organisé par les collectifs unitaires pour le NON de
Seine-Maritime et de l'Eure

Daniel Paul Député, Parti Communiste Français
Olivier Besancenot LCR
José Bové Ancien porte parole Confédération Paysanne
Sylvain Brière Syndicaliste, cheminot
Annick Coupé Syndicaliste Sud PTT
Gérard Filoche Socialiste, inspecteur du travail

Jean-Paul Hébert Les Alternatifs, **Jean-Luc Mélenchon**, sénateur socialiste
Jacques Nikonoff, Président d'ATTAC, **Yves Salessse**, Président de la Fondation Copernic, **Claire Villiers**, Alternative citoyenne, vice présidente du Conseil Régional d'Île de France

Envolée des salaires pour les patrons du CAC 40 ça continue !

En moyenne, les patrons du CAC 40 ont bénéficié en 2004 d'une augmentation de 9,8 % de leur rémunération. La palme revient au patron d'AGF, Jean-Philippe Thierry, qui voit sa rémunération bondir de 80,3 %, suivi par Guy Dolle, PDG d'Arcelor, dont la rétribution explose de 61,4 %. Jean-René Fourtou, le PDG de Vivendi Universal (VU), dont la rémunération a augmenté de + 53 % en 2004, a perçu l'année dernière 3,5 millions d'euros. Mais ce n'est que la moitié de la plus forte rémunération du CAC 40, celle de Lindsay Owen-Jones, patron de L'Oréal, qui a touché en 2004 6,6 millions d'euros.

Et les salariés ? 70% d'entre-eux gagnent moins de 1800 € et le gouvernement pourrait méditer sur la nouvelle étude du CERC (Connaissance de l'emploi, des revenus et des coûts), selon laquelle le niveau de vie des ménages français qui ont leur salaire pour seul revenu s'est effondré depuis vingt ans. L'étude estime que la « condition salariale » est aujourd'hui comparable à ce qu'elle était il y a un demi-siècle...



Vote par procuration

Parce que chaque bulletin "NON" va compter !

Si vous ne pouvez voter le 29 mai ou si vous connaissez quelqu'un dans ce cas, pensez à la procuration de vote.

Le choix de la date du 29 mai par le président de la république ne relève pas du hasard. La droite craint une victoire du "NON" L'enjeu du scrutin est de taille et chaque voix va compter ce jour-là.

Alors le 29 mai, pas d'abstention et pour ceux qui ne seraient pas là ce jour-là, une solution simple : **le vote par procuration**. Nul besoin de fournir de justificatif, une simple déclaration sur l'honneur suffit, adressez-vous au commissariat ou à la gendarmerie, la procuration devant être donnée à un électeur de la même commune

Abonnement et diffusion de l'avenir de Seine-Maritime:
Pour soutenir et faire connaître L'Avenir de Seine-Maritime souscrivez un abonnement (voir page 8)
Faites connaître ce journal en nous communiquant les adresses de personnes désirant le recevoir
contact : avenir de Seine-Maritime, 33 place de l'hôtel de ville, 76000 Rouen

REPÈRES

Carrefour: une belle retraite

38 millions d'euros. C'est le montant avec lequel le PDG de Carrefour a été remercié pour ne pas avoir redressé les résultats de son entreprise. Daniel Bernard part donc avec 30 324 SMIC. Pas mal pour un mauvais élève. Il fait tout de même moins bien que J2M, l'ancien patron du fiasco Vivendi qui était parti avec 20,5 millions d'euros d'indemnités, avant de devoir y renoncer.

Dans le cas de l'ex PDG de Vivendi, on avait parlé d'un "parachute en or". Cette fois c'est d'une "retraite-chapeau" dont les médias se sont fait largement l'écho. Au fait, la réforme des retraites on ne nous avait pas dit que cela ne touchait pas les pauvres PDG !

Côté personnel, on imagine l'amertume d'une grande partie des employés et employées, qui ont vu passer en caisse et entre leurs mains une bonne partie de l'enveloppe de leur ancien patron. Eux pourront toujours se satisfaire de conserver, peut-être, leur emploi à 700 € par mois, et parfois de se mettre en lutte pour leur salaires comme l'ont fait les salariés du magasin de Mt St Aignan et ceux des centres de distribution.



L'Europe : oui. Mais pas celle-là !

Propositions pour une autre Europe

Les peuples européens aspirent à vivre ensemble, à mettre en commun leurs atouts, à agir pour la paix et un développement partagé et durable, à construire un monde meilleur pour tous les peuples. L'Union européenne est de taille à porter ce projet exaltant. Elle doit pour cela s'affranchir de la conception qui a prévalu jusqu'à maintenant à sa construction : ultra-libérale, technocratique, atlantiste. Et se donner les moyens de répondre vraiment aux aspirations profondes des peuples qui la composent : aspirations au progrès social, à la maîtrise citoyenne des choix, à la coopération entre les peuples et à la paix.

I. L'Europe pour le progrès social

A. Pas de progrès social avec une constitution ultra-libérale : négocier un nouveau traité

Les peuples européens sont placés devant un choix crucial. La Convention " Giscard " propose une constitution qui aggraverait et érigerait en principe intangible la logique ultra-libérale du traité de Maastricht. L'Europe deviendrait pour longtemps un espace de mise en concurrence des peuples qui la composent. La course au " moins-disant social " deviendrait la règle. Salaires, retraites, protection sociale, santé, éducation, culture... : toutes les dépenses dites " sociales " deviendraient encore plus qu'aujourd'hui des coûts à réduire à tout prix. Le " modèle anti-social européen " deviendrait une machine à broyer tous les acquis sociaux.

Ce projet de constitution ultra-libérale rendrait impossible tout espoir d'Europe sociale. Il faut le mettre en échec. Un nouveau traité doit être mis en chantier, en associant les élus nationaux et européens, les syndicats, les associations et les citoyen-ne-s. Il doit se conclure par référendum.

B. Une priorité : mettre la suppression du chômage au cœur du " modèle social européen "

Le chômage est devenu ruineux et dramatique. Il stérilise les forces, casse les vies et bouche l'avenir de millions de femmes et d'hommes. C'est un cancer qui pourrait toute la vie sociale. Il n'a rien de fatal puisque les besoins existent (logement, santé, éducation, culture, transports, loisirs ...) auxquels il faudrait répondre par du travail supplémentaire. Il est le produit de choix capitalistes : peser sur les salaires par " l'armée de réserve " des privés d'emploi ; précariser l'emploi pour le rendre plus malléable ; délocaliser pour payer le travail au rabais ; utiliser les nouvelles technologies pour aiguiser la concurrence entre les salariés et les peuples.



manif européenne bruxelles 19 mars

Il faut des mesures immédiates pour aller vers un droit social européen protecteur des salariés :

- Stricte limitation du travail précaire

- Rigoureuse réglementation des licenciements collectifs et des délocalisations

- Droit des salariés de faire suspendre un plan de res-

structuration pour permettre l'élaboration et l'examen de propositions alternatives

- Limitation concertée de la durée du travail dans toute l'Europe

- En finir avec le chômage par l'organisation à l'échelle européenne d'un système de sécurité d'emploi et de formation

C. Un choix de civilisation : le développement des services publics

L'Europe doit faire le choix de civilisation d'assurer également à tous les citoyen-ne-s des peuples qui la com-

LES PROPOSITIONS QUE LES COMMUNISTES SOUMETTENT AU DEBAT

posent la satisfaction des besoins fondamentaux de notre temps comme l'éducation, la santé, la culture, le logement, la recherche, l'eau, l'énergie, la poste et les télécommunications, etc. Ces domaines doivent être soustraits aux règles de la concurrence et de la recherche à tout prix de la rentabilité financière. Ils doivent faire l'objet de services publics assurant notamment l'égalité d'accès de tous et l'adaptation de ces services aux évolutions des besoins.

Pour aller dans ce sens, il faut immédiatement :

- Inscrire dans le traité européen l'objectif du développement des services publics, et reconnaître pour cela le secteur public non pas comme une dérogation aux principes de l'Union, mais comme un pilier central de la construction européenne.

- Reconnaître la compétence de l'Union européenne de créer des services publics européens et de soutenir le développement des services publics nationaux et locaux.

- Décider la mise hors AGCS - Accord Général sur les Commerces et les Services - des domaines correspondants qui doivent être protégés de la marchandisation.

- Décider un moratoire sur toutes les privatisations, et établir un bilan économique et social exhaustif du démantèlement des services publics.

- Organiser la mise en réseau et la coopération entre services et entreprises publics européennes afin de partager les coûts de recherche, d'investissements, de formation et de développement de l'emploi ; impulser leur démocratisation par la création de nouveaux pouvoirs d'intervention des syndicats, élus et usagers.

- Créer un " Haut Conseil des services publics et d'intérêt général " de l'Union, réunissant élus, syndicats, associations d'usagers et représentants des Etats afin d'évaluer régulièrement le développement de ces services et faire des propositions pour cela.

D. Un principe incontournable : l'harmonisation des droits par le haut

L'entreprise de démantèlement systématique des acquis

qu'organise aujourd'hui l'Union Européenne se fonde sur la mise en concurrence des systèmes sociaux nationaux afin de les niveler par le bas. Cela crée une spirale sans fin qui fait reculer en permanence les conditions de travail et d'existence dans chaque pays de l'Union. A l'inverse :

- Le traité européen doit affirmer le principe intangible de l'harmonisation par le haut des systèmes et droits sociaux. La reconnaissance d'une règle de " non-régression " doit garantir qu'aucune mesure européenne ne pourra remettre en cause les droits reconnus par les législations nationales.

- Les principes de " coopération " et de " solidarité " doivent être substitués à ceux de " libre échange " et de " concurrence " comme objectifs et normes supérieurs de l'Union.

- Sur ces bases, une nouvelle Charte européenne des droits fondamentaux sera mise en chantier, en associant largement les organisations sociales et les élus nationaux et européens.

- L'Union en tant que telle doit adhérer sans attendre à la Charte sociale de Turin, à la convention européenne des droits de l'homme et aux résolutions de l'Organisation Internationale du Travail.

E. Une condition impérative : mettre l'Euro et la banque centrale européenne au service du progrès social et faire sauter le verrou du "Pacte de stabilité"

Répondre aux besoins sociaux de développement implique de dépenser beaucoup plus pour l'emploi et la formation, la santé, l'éducation, la recherche, la culture, le logement social et la politique urbaine, les transports collectifs et l'environnement, et cela dans chaque pays comme à l'échelle de l'Union. Mais cette exigence bute sur une politique économique et financière corsetée par la conception de l'Euro, les missions de la Banque Centrale Européenne et le Pacte de stabilité. Il faut donc abandonner le Pacte de stabilité et mettre fin à " l'indépendance " de la BCE et placer son action sous le contrôle des institutions politiques européennes et nationales.

JEUDI 26 MAI EVREUX, SALLE DU CADRAN

DÉBAT-TÉMOIGNAGES RÉGIONAL

avec la participation de Patick Le HYARIC **DIRECTEUR DE L'HUMANITÉ**

Idées et propositions pour **L'EUROPE DES PEUPLES**

F. Une ambition : une politique économique de co-développement durable

La privatisation, la déréglementation et la recherche aveugle de la rentabilité des capitaux ont tourné le dos aux exigences d'un développement durable, impliquant à long terme d'importants efforts de formation, d'épanouissement humain, d'équilibres écologiques. A l'inverse, il faut mettre au centre de la construction européenne le développement des capacités humaines, l'économie des ressources naturelles et le partage des solidarités.

II. L'Europe pour une citoyenneté élargie

A. Centrer la construction européenne sur le développement des droits de chaque personne.

La citoyenneté suppose des droits effectifs reconnus et assurés pour toutes et tous, fondant l'appartenance à cette communauté européenne. L'Union doit pour cela s'affranchir de la conception de " grand marché " au service des multinationales. Elle doit devenir avant tout une communauté de peuples garantir à chaque citoyen-ne des droits et des possibilités élargies d'épanouissement. Et donc agir pour développer et assurer le droit des femmes et faire de l'égalité homme-femme un principe fondamental et intangible du " modèle social européen ", inscrit dans le traité européen.

Il faut agir pour l'égalité des salaires et des droits au travail et faire prévaloir la parité homme-femme dans tous les lieux de pouvoirs.

- La création d'un Conseil européen des libertés et des garanties judiciaires chargé de veiller au respect et au développement des droits et procédures de protection des libertés publiques.

Les moyens indispensables à une vie digne pour toutes et tous par la garantie, entre autres :

- du droit à la retraite.
- du droit à la santé.
- de salaires et de minima sociaux augmentés en sorte de ne laisser personne en dessous du seuil de pauvreté.

B. Inventer un modèle démocratique européen

L'Europe doit concevoir des institutions démocratiques originales, adaptées à cette échelle continentale comme à l'Histoire, aux cultures et aux acquis des peuples qui la composent. Processus lointain et opaque depuis sa fondation, la construction des institutions européennes devra résulter d'un grand débat associant tous les citoyens de l'Union. Il devra se conclure par un référendum organisé dans chacun des pays concernés

III. L'Europe pour les peuples

A. Une Europe élargie et fraternelle

L'Europe élargie doit être pour chacun des peuples qui la composent un espace de développement partagé. Les principes organisant le progrès social, de même que les institutions doivent garantir que l'élargissement ne pourra conduire, comme c'est le cas aujourd'hui, à aiguïser la concurrence entre les peuples et à favoriser ainsi la montée du populisme et de la xénophobie. Des partenariats renforcés doivent être mis en place avec la CEI et les pays du pourtour méditerranéen, en particulier le Maghreb.

L'Europe doit engager de nouvelles relations de co-développement avec le Sud, où existe à son égard une attente

dérable et légitime.

B. Rompre avec les logiques atlantistes : la voix forte d'une Europe indépendante des États-Unis

La situation du monde impose de donner à l'Union européenne la capacité de parler d'une voix forte face à la politique hégémonique et belliciste des États-Unis et de contribuer à la prévention des conflits.

C. L'action pour la paix

Garantissant la paix et la sécurité en son sein, l'Europe doit constituer un pôle de stabilité pesant de tout son poids en faveur de la paix à l'échelle du monde. Elle doit agir pour faire reculer la dangereuse doctrine de la " guerre préventive ".

D. L'Europe au service d'un nouvel ordre mondial

L'Union européenne doit mettre ses moyens au service d'une réforme démocratique du système international.

Vous pouvez retrouver l'intégralité du texte sur ces propositions sur le site de la fédération de seine-maritime. www.pcf76.fr/propositions-europe



Bâtisseurs de L'EUROPE DES PEUPLES

Banquet républicain du 8 mai Canteleu



Extraits de l'intervention de Thierry Foucaud

La fédération de Seine-maritime a inscrit ce repas dans les initiatives qu'elle a organisées à partir d'août dernier pour marquer cet anniversaire, la place de la résistance, ici en Seine-Maritime avec André, Roland, Henri, Charles Pieters que je salue, les 210 des nôtres qui ont péri dans ce combat.

Résister mérite un hommage particulier, trop souvent éludé dans les actes officiels.

Résister dans un pays, un continent et un monde sous la botte de régimes aux caractéristiques fascistes et nazies, inconnues jusqu'alors, qui internent, déportent, exterminent pour des convictions politiques et philosophiques ou des motifs raciaux,

Résister dans un pays où ce qui tient lieu d'État collabore à la négation des valeurs de la Nation, à l'affaiblissement de sa culture, de son intelligence et de son patrimoine social et citoyen.

Résister dans un pays où la terreur se double de privation jusqu'au dénuement dans un pays pillé de ses biens, fruits du travail quotidien de son peuple.

Naturellement attentifs à ce qui se passait à l'extérieur de nos frontières, aux initiatives alliées à l'Ouest comme à l'Est les résistants avaient la conviction que le salut dépendrait aussi de leur combat. D'actes les plus simples, les plus quotidiens, aux brillants faits d'armes, la Résistance interdit à l'ennemi de se sentir en sécurité.

Dans notre département - alors Seine Inférieure - le mouvement ouvrier n'était pas sans expérience. En son sein, les communistes étaient tout particulièrement engagés dans la lutte pour la paix et contre le fascisme, pour le progrès social et les libertés.

Enfin, ce soixantième anniversaire coïncide avec le débat autour de la constitution européenne, plus exactement avec une campagne qui, sans vergogne, travestit la nature du texte qui nous est soumis et je dirais les germes de guerre économique et sociales qu'il induit, ainsi qu'une logique de surarmement sous l'égide de l'OTAN.

les luttes et les combats qui font gagner le non-les luttes et les combats qui font gagner le non-les luttes et les combats qui font gagner le non-les

La quinzaine des forums débats

LE HAVRE

mardi 17 mai :réunion de quartier salle Béreult

mercredi 18 mai :réunion de quartier Brindeau avec J.L. Jegaden.

BARENTIN

vendredi 13 mai :réunion publique.

BLANGY/BRESLE

jeudi 19 mai :
réunion publique avec Christian Cuvilliez.

FECAMP

vendredi 13 mai :
réunion publique avec Christian Cuvilliez.

18 mai : réunion publique quartier Ramponneau

20 mai : réunion salle de l'Union

ELBEUF

mardi 17 mai :réunion publique avec Christian Cuvilliez.

CLEON

jeudi 19 mai :réunion publique .

ST PIERRE LES ELBEUF

24 mai : réunion publique

TOURVILLE LA RIVIÈRE

mardi 25 mai :réunion publique.

EVREUX

jeudi 26 mai :rmeeting régional salle du 'cadran'



Le texte intégral de la constitution est publié par l'huma avec un decryptage des principaux articles prix au numero: 3€, au siege de la fédé-

L'intervention d'André Duromea a été le moment fort de ce banquet du 8 mai



Ces derniers mois, nous avons commémoré ensemble le débarquement du 6 juin 1944 sur les côtes normandes.

La Libération de Paris qui souleva un immense espoir,

Nous avons célébré ensemble la Libération de notre département en septembre dernier. La Libération, un à un, des camps de la mort, où furent envoyés par

milliers des femmes et des hommes, des enfants aussi, juifs, résistants, communistes...

Ces événements montrent combien la libération de la France fut une bataille longue et douloureuse.

Ces combattants du Front de l'Est, ces peuples venus de pays lointains, unis dans le combat contre le fascisme et le nazisme. Je souhaite honorer mes camarades de combat.

Les communistes, bien sûr, qui ont payé un lourd tribut pour leur engagement dans la Résistance, dès la première heure. Mais également les Résistants, dans leur diversité. Les gaullistes, notamment.

Chacun a en mémoire, ces 10 visages de " l'affiche rouge " placardée sur les murs.

Le devoir de mémoire est indispensable.

En particulier à l'égard des jeunes générations. Car les idées de haine, le racisme, le fascisme ne sont pas terrassées.

Elles restent vivaces dans notre pays comme en Europe, profitant de la misère, des humiliations faites aux travailleurs, et des espoirs déçus.

Vous connaissez mon engagement acharné sur ce terrain. " Plus jamais ça ", est sans doute la première des leçons à ne jamais oublier.

Le 8 mai 1945, c'est aussi un événement fondateur de la France de l'Europe et du monde d'aujourd'hui.

L'engagement des forces alliées, le rôle incontestable du Débarquement dans l'issue de la seconde guerre mondiale, ne peuvent faire oublier que la libération de notre pays est aussi une grande victoire populaire.

Une victoire des peuples, une victoire de leurs aspirations progressistes sur ce que le capitalisme a produit de pire.

Et je regrette que les manifestations officielles ne prennent pas toujours en compte cette dimension essentielle.

La Résistance comptait des héros.

Leur engagement était porté par des idéaux de liberté et de paix, incarnés et concrétisés, dans le programme du Conseil National de la Résistance, adopté le 15 mars 1944.

Dans un pays encore occupé, le Conseil National de la

Résistance a en effet bâti des réformes économiques et sociales profondes, et contribué à des avancées sociales sans précédent. Des mesures qui ont façonné notre pays, qui ont fait que la France est la France.

Je pense à la Sécurité sociale. Aux grandes nationalisations comme celle de l'électricité et du gaz ou celle des usines Renault.

Je pense au droit au logement, aux 40h00 de travail par semaine, à la création des comités d'entreprises.

Je pense au droit de vote des femmes. La logique qui traversait ces grandes réformes était juste.

Il y a quelques mois, le baron Seillière écrivait ainsi : " un nouvel ordre économique et social doit remplacer le modèle mis en place en 1945 ".

On peut dire que le gouvernement de droite partage bien cet objectif. Il travaille dur pour remettre en cause, une à une, toutes les grandes conquêtes sociales que nous avons gagnées. Et le chef de l'État lui-même est aujourd'hui engagé en première ligne pour tenter d'imposer à notre peuple une nouvelle offensive en ce sens, et faire adopter un projet de constitution européenne entièrement dédié aux marchés financiers et aux puissances d'argent.

Il utilise ce 60ème anniversaire de la victoire sur le nazisme comme argument en faveur du " oui ".

Épris de paix, mobilisé depuis 1945, contre toutes les guerres de domination, je rejette cette logique porteuse de l'injustice sociale et de l'écrasement des plus faibles qui firent le lit du fascisme et de la guerre.

Et je veux dénoncer l'avènement d'un bloc militaire européen intégré et la hausse des dépenses d'armement inscrits dans cette constitution européenne.

Nous pouvons mettre ces projets en échec. Partout en Europe les peuples rejettent la dictature de l'argent qui fait tant de ravages. Partout s'exprime la volonté d'une autre Europe. Une Europe de paix, de fraternité et de progrès social.

Le " non " de la France créera un formidable espoir en ce sens. Héritier des grands moments de notre histoire notre " non " contribuera à construire un avenir meilleur en Europe et en France.



Des pacifistes allemands, invités par la section de Dieppe, participaient à ce banquet

Paul ALLIES, " Une Constitution contre la démocratie?

L'auteur, professeur à Sciences Po - Montpellier, propose "une synthèse de l'abondante littérature qui se rapporte aux problèmes que soulève la Constitution européenne ". Son objectif est d'encourager la lecture du document soumis à référendum et d'aider à se forger une opinion ". Mais, prévient-il: l'opinion défendue dans cet essai, est radicalement critique ".

Nous n'acceptons pas ce coup de force, dit-il, s'efforçant de donner à voir tout ce que nous risquons de perdre avec cette confiscation du constituant. Selon lui, " à la confusion de pouvoirs, contraire à la plus élémentaire tradition constitutionnelle, s'ajoute une impuissance politique profonde, devenue irréversible depuis qu'on a préféré élargir l'Union à de nouveaux membres avant que d'avoir défini son gouvernement démocratique ".

Sa conclusion: " avec cette Constitution, l'Europe réalise la vieille utopie des libéraux les plus radicaux: soustraire la décision économique au pouvoir du législateur ; placer l'économie hors de la portée de la responsabilité politique; diviser le pouvoir en organes fortement indépendants les uns des autres; rendre difficile et aléatoire le contrôle démocratique des institutions issues du suffrage universel ".

A lire et à méditer, surtout quand on apprend que le Conseil européen avait en 2004 brutalement retiré du projet de Constitution cette phrase de l'historien athénien THUCYDIDE, jusqu'alors placée en exergue du Préambule:" Notre Constitution est appelée démocratie parce que le pouvoir est entre les mains non d'une minorité, mais du plus grand nombre" ! Un aveu du contraire dans l'Europe?

Paul ALLIES, " Une Constitution contre la démocratie? Portrait d'une Europe dépolitisée" Ed. : Climats (2005), 228 pages,



Parlement/démocratie

Directive Bolkestein : Les masques tombent

Le 28 avril, le Parlement européen a été le théâtre d'un événement grave:

Un amendement, au rapport Malgorzata Handzlik, sur le marché intérieur des nouveaux états membres de l'Union européenne, critiquant le "principe du pays d'origine ", fondement de la directive Bolkestein, a été repoussé avec le concours du vote de la majorité des députés du Parti Socialiste Européen et de l'ensemble des députés chiraquiens et sarkoziens.

Parmi les députés français qui ont, de fait apporté leur soutien au principe central de la directive Bolkestein; on retrouve aussi bien les très "hollandais" Pierre Moscovici, Catherine Trautmann, et Brigitte Douay, que des chiraquiens comme Roseline Bachelot ou Jacques Toubon, ou des UDF comme Jean-Marie Cavada ou Jean-Louis Bourlanges.

Alors que pensez de ces hommes et femmes politiques, zélés partisans de la Constitution européenne, qui déclarent en France, urbi et orbi, que la directive Bolkestein est inacceptable et qui font, régulièrement, tout le contraire à Bruxelles?

Ces individus sont donc prêts à toutes les démagogues, à toutes les forfaitures, à tous les mensonges, pour faire triompher le "oui" à la constitution et ainsi enfermer les peuples européens dans un carcan institutionnel ultra-libéral, asservie aux intérêts aux Etats-Unis. De tels comportements, qui trahissent la confiance des citoyens, déshonorent la politique.

Une fois de plus, le sérieux et la constance, se trouvent du côté des promoteurs du " NON de gauche " alors que l'incohérence et l'inconsistance politique règnent dans le camp du " oui à tout prix ", du " oui de la peur ".

Les interventions des élus communistes de la région et du département peuvent être retrouvées sur les sites : www.elus76.com et www.avec-vous-un-projet.org

En mouvement

■ Carrefour

Mt St Aignan: Après les centres de distribution des comptoirs modernes, les salariés du magasin de Carrefour Mt St Aignan réclament eux aussi de justes revalorisations de leurs salaires! et ils remettent ça pour le lundi 16 mai !

■ lundi 16 mai

ça prend de l'ampleur !

Métallurgie, Chimie, la banque de France, secteur public, secteur privé, les appels à la grève et à l'action se multiplient sur des mots d'ordres du pouvoir d'achat, de réduction du temps de travail, de défense des services publics, avec à Rouen un rassemblement à 10h30, place de la cathédrale suivi

d'un barbecue devant la mairie de Rouen.

La FCPE appelle également à ne pas envoyer les élèves en cours ce jour-là;

La fédération PCF de Seine-Maritime et son nouveau site

Retrouvez tous les articles et les liens sur:

www.pcf76.fr



N° 7

Daté du 9/05/2005

Lettre d'information éditée par la fédération de Seine-Maritime du Parti communiste français
Directeur de la publication : Daniel Lallier
Rédacteur en chef : Claude Etienne
Imprimerie : SNEIP Saint-Etienne-du-Rouvray
Tel 02 35 07 89 80
Courriel : Avenir@pcf76.fr
Abonnement annuel : 25 €
Prix au numéro : 0,60 €
CPPA :numéro en cours d'attribution